

[Text]

the agreement of the Minister of Agriculture. If, for some reason or other, a proposal was made with three-quarters importers and one-quarter domestic producers, and it looked like it was not in the best interests of Canadians to have this kind of agency established, it would be at the discretion of the minister to say that that agency should not be established.

Senator Sparrow: You are telling us that ministers use good judgment all the time, and I have indications that that is not necessarily the case. Good judgment could be used at the beginning and then, a year later, the reverse could take place. If you have a philosophical approach to imports, we are going to be back in that same process.

It seems to me that there should be a safeguard for Canadian production, which does not appear to be indicated in those provisions. I appreciate that you are saying that we rely on ministerial good judgment, but, as I said, that does not necessarily take place. It seems to me Canadians should always be in a majority on the council and, in fact, they should be producers, because processors may very well be on the same wavelength as importers because their processing plants would be made profitable by imports. It could be in the best interests of a whole group of people to import rather than to promote Canadian production. I do not know what the percentage is of what is actually produced in Canada, but would one-third be close?

The Chairman: Of lamb? Less.

Senator Sparrow: Less than that is produced in Canada. Is that scenario possible in the future?

Mr. Claydon: Let me make one other point on this issue. If we set up a situation in which the Canadian interests were seen to be predominant and the importer interests were somehow subservient, the possibility of our being able to levy a check-off on imports would be significantly reduced. Our trading partners would say that we were not treating the imported product on a comparable basis with the domestic product and therefore we did not have a good case for being able to continue with this check-off approach.

It is somewhat of a risk in that you have to treat imports basically equivalently to domestic product if you want to be able to put a check-off on the imported product. The scenario you have painted is theoretically possible, but if you try to safeguard against that you run into the situation of probably not being able to have check-offs on imported products, which is an objective of a number of commodities like horticulture and cattle.

[Traduction]

l'obligation d'obtenir l'accord du ministre de l'Agriculture. Si, pour une raison ou pour une autre, il y avait une proposition faite par trois quarts d'importateurs et un quart de producteurs nationaux, et qu'il semble que la création d'un tel office ne soit pas conforme aux meilleurs intérêts des Canadiens, le Ministre a le pouvoir discrétionnaire de s'opposer à cette création.

Le sénateur Sparrow: Vous nous dites que les ministres font toujours preuve d'un bon jugement, mais j'ai certaines raisons de penser que ce n'est pas nécessairement le cas. On pourrait faire preuve d'un bon jugement au début, puis, un an plus tard, l'inverse pourrait se produire. Si vous avez une approche philosophique en matière d'importations, nous allons retourner dans ce même processus.

Il me semble qu'il devrait y avoir une garantie pour la production canadienne qui ne semble pas être indiquée dans ces dispositions. Je comprends parfaitement que vous dites que nous nous fions au bon jugement de nos ministres, mais comme je l'ai mentionné, cela ne se produit pas nécessairement. Il me semble que les Canadiens devraient toujours être en majorité au conseil et, en fait, ce devrait être les producteurs parce que les transformateurs peuvent être très bien sur la même longueur d'onde que les importateurs, étant donné que leurs usines de transformation tireraient de grands profits des importations. Un groupe entier de personnes aurait tout intérêt à importer plutôt qu'à promouvoir la production canadienne. J'ignore le pourcentage de la production réelle au Canada, mais un tiers serait-il une bonne approximation?

Le président: Pour l'agneau? Moins.

Le sénateur Sparrow: La production canadienne est moins d'un tiers. Ce scénario est-il possible dans le futur?

M. Claydon: Permettez-moi de faire une autre remarque à ce sujet. Si nous nous trouvons dans une situation où les intérêts canadiens sont considérés comme prédominants et les intérêts des importateurs, d'une certaine façon, secondaires, la possibilité pour nous d'imposer un prélèvement sur les importations serait considérablement réduite. Nos partenaires commerciaux diraient que nous ne traitons pas le produit importé sur une base comparable au produit national, et, par conséquent, il nous sera difficile de continuer cette approche de taxation.

Il faut en quelque sorte prendre le risque de considérer les importations sur une base fondamentalement équivalente aux produits nationaux, si vous voulez être en mesure de taxer les produits importés. Le scénario que vous avez décrit est théoriquement possible, mais si vous essayez de vous protéger, vous courez le risque de ne plus pouvoir imposer de prélèvements sur les produits importés, ce qui est un objectif pour plusieurs denrées comme l'horticulture et le bétail.